

que coûte se heurtaient à des personnes à l'esprit plus nuancé, avec davantage d'expérience de la vie. Entre ces deux groupes un président qui, après coup, s'est révélé très indécis et qui naturellement était complètement acquis au mouvement révolutionnaire. S'il fallait prendre une décision quelque peu osée, on en laissait le soin au gouvernement, quitte à la démentir par la suite. Par ailleurs, celui-ci n'avait aucune possibilité de désavouer ou de s'opposer aux mesures prises ou exigées par les révolutionnaires. Il suffit de penser à la question des réfugiés politiques se trouvant dans les différentes ambassades qui, à ce jour n'est pas encore déterminée et menace de soulever l'opinion publique, dans certaines nations latino-américaines, contre le régime actuel. Alors que le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, tout deux professeurs de droit, personnes raisonnables et capables, partageaient l'avis des chefs de mission et étaient disposés à accorder des sauf-conduits (plusieurs avaient déjà été délivrés, puis retirés), les révolutionnaires, et avec eux le président, s'y opposèrent carrément. Rien d'étonnant donc que le Premier ministre, et avec lui tout son Cabinet, aient donné leur démission, en insistant eux-mêmes pour que cette charge soit confiée au chef de la Révolution. Depuis lundi 16, Fidel Castro est à la tête du gouvernement. Il a prononcé à cette occasion un long discours en exposant son programme. Je me dispense de l'analyser car bien des points devront sans doute être changés.

La situation politique, économique et financière continue d'être pleine d'imprévis. Ce qui est certain, c'est que les dirigeants devront mettre beaucoup d'eau dans leur vin. Force sera d'en finir avec l'épuration et tâcher de récupérer tout ce qui est récupérable. L'administration de l'Etat ne peut être réformée d'un jour à l'autre de fond en comble. La justice sommaire, les licenciements en masse et indiscriminés devront bientôt céder le pas au travail et à la reconstruction. Le chef de la révolution l'a d'ailleurs admis lorsqu'il a affirmé, entre

autres choses, que dans quinze jours les fusilllements auront pris fin. Résultat: les premiers tombés sous la férule des tribunaux de guerre auront payé pour tant d'autres qui, peut-être plus coupables, ont pu sauver leur vie et retourneront à la liberté. Il en est ici comme partout.

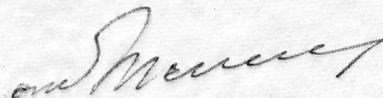
On vient d'apprendre que les casinos et les salles de jeu, contrairement aux déclarations qui avaient été faites antérieurement, seront rouverts. Pour le moment, il ne s'agirait que des salles de luxe des hôtels surtout fréquentés par les touristes. Les machines à sous n'ont pas recommencé à fonctionner. Mais jusqu'à quand?

On prête déjà à Fidel Castro l'intention d'assumer, peut-être même avant les élections, la présidence de la République. Déjà la "loi fondamentale" qui remplace la constitution, prévoit que le candidat à la présidence, contrairement à la constitution précédente, n'est pas tenu d'avoir atteint 35 ans et pourra occuper cette charge à partir de 30 ans. Pour d'autres charges importantes également, l'âge a été ramené à 25 ans. Un fait absolument certain qui vient de m'être rapporté par un chef de mission accrédité ici laisse clairement voir que l'entente entre le chef de la Révolution et le président actuel n'est pas des plus cordiales. Le chef de presse et propagande de cette représentation ayant rencontré par hasard Fidel Castro, profita de lui demander si la question des réfugiés allait être résolue ou non, ce à quoi il reçut une réponse affirmative. Le diplomate fit alors allusion au président Urrutia qui est l'un des oppositeurs les plus acharnés à l'octroi des sauf-conduits. Le chef révolutionnaire lui fit alors cette réponse textuelle: "Ne me parlez pas de ce vieux de.... (Cambronne)". Une pareille réponse donne non seulement une idée de la façon avec laquelle il peut s'exprimer mais permet de supposer qu'il n'est pas en excellents termes avec le président qu'il a lui-même imposé à la nation. Sa désignation fut évidemment un acte de sentimentalisme dont il y a déjà lieu de se repentir.

Rien d'étonnant, par conséquent, si les lettres de créance délivrées à mon successeur devaient être changées avant qu'il ne les présente. Il serait peut-être utile d'adopter le système qu'applique la Belgique à l'égard des pays de l'Amérique latine, qui n'est certainement pas très orthodoxe, mais qui en tout cas est pratique. Ce pays adresse les lettres tout simplement au "Président de la République".

Il faut cependant espérer qu'on arrivera à dénouer cette crise et que le pays retrouvera bientôt sa stabilité. Il reste certainement beaucoup à faire et la seule façon d'y arriver est que le gouvernement se décide à résoudre tous les problèmes raisonnablement, sans vouloir brusquer et bouleverser les choses. Il faut aussi que le chef révolutionnaire s'efforce de tenir tête à la masse ouvrière et aux différents secteurs dans lesquels les communistes poursuivent activement leur oeuvre. L'opinion en général est assez partagée et il faut souhaiter que les optimistes ne se soient pas trompés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.



*du Centre
général
10.11.59. Soc.*